

et de paysans qui ne signifient plus rien quand on inaugure la Constitution « la plus démocratique du monde » ? La Russie entre dans la phase communiste : plus d'Etat, plus de classes, plus d'exploitation, plus d'armée.

N'étaient-ce les milliers d'ouvriers qui peuplent les prisons russes; n'étaient-ce les milliers de cadavres sur lesquels le centrisme a établi sa domination, il faudrait rire de ces bobards qu'aucun ouvrier sensé n'ose prendre au sérieux. Jamais plus qu'aujourd'hui les ouvriers russes n'ont connu une pareille exploitation, une usure physiologique terrible. Le communisme de Staline est pour eux une prison où le moindre geste, la moindre intention de classe est punie de la peine de mort.

Comme le législateur grec, Dracon, le législateur soviétique ne connaît qu'une peine pour l'ouvrier révolutionnaire : la mort. La mort pour n'importe quel « délit » qui directement ou indirectement, intentionnellement ou non intentionnellement, va à l'encontre des intérêts contre-révolutionnaires du centrisme. Et c'est cela que Staline appelle la première phase du communisme.

Les cadavres des vieux bolcheviks, la clémence envers les agents réels du fascisme, l'immense clameur de détresse qui s'élance jusqu'à nous des prisons soviétiques, ne suffisent-ils pas à renverser la démagogie des phrases ? Faut-il encore opposer des arguments à Staline ? Allons donc ! Qui croira aujourd'hui que la Russie, membre de la S. D. N., puisse construire autre chose que le tombeau des ouvriers. Qui croira que la croissance du socialisme est fonction de la croissance d'une vaste armée, d'un armement gigantesque dont les ministres soviétiques jeteront les chiffres astronomiques devant les ouvriers stupéfaits.

Les patriotes russes peuvent se frotter les mains avec satisfaction. La patrie sera bien défendue et la révolution d'Octobre bien enterrée. Bientôt il n'en restera qu'un vague souvenir, toujours assez pour permettre à la Russie d'intervenir au point de vue mondial contre le prolétariat des différents pays.

Il nous reste à conclure rapidement sur le fait essentiel. La Russie pour mieux frapper des ouvriers révolutionnaires et créer une atmosphère d'indifférence à leur égard, les assimile à des agents de la Gestapo. Le récent procès nous prouve que lorsqu'il s'agit d'un ingénieur allemand rattaché certainement au fascisme, le Reich intervenait rapidement et obtenait satisfaction. Que cela soit un avertissement pour les ouvriers du monde entier. Qu'ils jettent leur poids de classe dans la balance chaque fois que des ouvriers seront menacés de la peine de mort en Russie sous prétexte de « trotskisme ».

### **Ordre du jour voté par la C. E. le 29-11-36 sur les rapports entre la fraction et les membres de l'organisation qui acceptent les positions contenues dans la lettre du Comité de Coordination du 25-12-1936**

Tout au long de l'évolution de la crise de la fraction, la C. E. s'est laissé guider par ce double critère : éviter des mesures disciplinaires et déterminer les camarades de la minorité à se coordonner en vue de la formation d'un courant de l'organisation s'orientant vers la démonstration que l'autre courant aurait rompu avec les bases fondamentales de l'organisation alors que lui en serait resté le réel et fidèle défenseur. Cette confrontation polémique n'aurait pu trouver d'autre place qu'au Congrès.

Successivement à la réunion de la Fédération parisienne du 27 septembre qui donna naissance au Comité de Coordination, la C. E. exhorta la fraction à subir une situation dans laquelle la minorité avait un régime de faveur, qui consistait dans sa non participation à l'effort financier nécessaire à la vie de la presse, alors qu'elle

écrivait sur cette même presse. La C. E. fit cela dans l'unique but d'éviter que la rupture ne se fasse sur des questions de procédure.

Immédiatement après, surgit la menace d'une rupture au cas où le C. E. n'aurait pas reconnu le groupe de Barcelone. La C. E. se basant toujours sur le même critère, à savoir que la scission devait trouver sa place sur des questions de principe et nullement sur des questions particulières de tendance, encore moins sur des questions organisatives, passa à la reconnaissance du groupe de Barcelone.

Enfin, quand la C. E. fut contrainte de constater que le refus de la minorité à échanger avec l'autre tendance la documentation concernant sa vis politique, signifiait la rupture de l'organisation (mais malgré cela la C. E. maintenait toujours la nécessité du Congrès) par une communication « verbale » du camarade Candiani, la minorité nous informa qu'elle serait passée immédiatement à la rupture.

Le dernier appel de la C. E., du 25 Novembre, reçut une réponse qui empêche toute tentative ultérieure en vue de la présence de la minorité au Congrès.

Dans ces conditions, la C. E. constate que l'évolution de la minorité est la preuve manifeste qu'elle ne peut plus être considérée comme une tendance de l'organisation, mais comme un réflexe de la manœuvre du Front Populaire au sein de la fraction. En conséquence, il ne peut pas se poser un problème de scission politique de l'organisation.

Considérant d'autre part que la minorité s'accoquine avec des forces ennemies de la fraction et nettement contre-révolutionnaire (Ginestizia e Libertà, débris du trotskisme, maximalise) en même temps qu'elle proclame inutile de discuter avec la fraction.

La C. E. décide l'expulsion pour indignité politique de tous les camarades qui se solidariseront avec la lettre du Comité de Coordination du 25-11-36 et elle laisse 15 jours de temps aux camarades de la minorité pour se promener définitivement. Ces camarades sont invités à faire parvenir leur réponse individuellement pour le 13 décembre. Exception est faite pour les camarades résidant à Barcelone pour lesquels il sera attendu le retour afin qu'ils soient dans la possibilité de se documenter complètement. Ces réserves ne concernent pas le camarade Candiani qui avant son retour a eu la possibilité de prendre complètement connaissance de la situation.

### **DOCUMENTS DE LA MINORITÉ (suite)**

#### **RESOLUTION DES Cdes BIONDO ET ROMOLO**

(Après leur retour du front et avoir pris contact avec la délégation officielle de la fraction.)

L'Espagne, en ces moments, est la clé de voûte de toute la situation internationale. De la victoire d'une des différentes forces en lutte sortira une situation différente pour l'Europe. La victoire de Franco signifierait le renforcement du bloc militaire de l'Italie et de l'Allemagne. La victoire du Front Populaire signifierait le renforcement du bloc militaire antifasciste (tous les deux conduisent à la guerre impérialiste); et la victoire du prolétariat qui serait le point de départ d'une reprise mondiale de la révolution prolétarienne.

En Espagne nous nous trouvons devant

une situation objectivement révolutionnaire.

Les élections de février se concluant par la victoire du Front Populaire ont été un étouffoir, une soupape de sûreté qui a empêché l'explosion violente des graves contrastes entre les classes. Les grandes grèves et l'agitation qui les ont suivies en sont la démonstration.

La menace révolutionnaire du prolétariat a décidé la bourgeoisie à prendre les devants pour avoir l'avantage de l'initiative. De ces prémisses l'on arrive à la conclusion que la lutte n'est pas entre deux fractions de la bourgeoisie, mais entre bourgeoisie et prolétariat. Et que le prolétariat prend les armes pour défendre ses conditions de vie et ses organisations de l'assaut de la réaction. Pour les mêmes raisons pour lesquelles les prolétaires ont pris